

# Baromètre économique

27 août 2021 – N°131

## Principaux indicateurs mensuels Acof-Urssaf à fin juillet 2021

En juillet 2021, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) diminue de 7,0 %, après l'augmentation de 5,1 %<sup>(r)</sup> en juin 2021 et la hausse exceptionnelle de 37,7 %<sup>(r)</sup> en mai, portant à + 34,6 % l'évolution sur trois mois. L'évolution sur un an est de + 16,1 % et celle par rapport à février 2020, dernier mois avant la crise, s'établit à + 5,2 %.

La baisse des déclarations d'embauche enregistrée en juillet 2021 s'explique par la diminution des embauches en CDD de plus d'un mois (- 9,4 %) et de celles en CDI (- 4,5 %). Sur un an, les déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois augmentent de 10,2 % tandis que celles en CDI progressent de 22,8 %. Par rapport à février 2020, les évolutions sont respectivement de + 4,7 % et + 5,7 %.

Dans l'industrie, les déclarations d'embauche de plus d'un mois diminuent de 4,9 % en juillet 2021 mais restent en hausse de 8,3 % sur trois mois (+ 20,8 % sur un an ; 0,0 % par rapport à février 2020).

Au deuxième trimestre 2021, la masse salariale soumise à cotisations sociales (assiette dé plafonnée) du secteur privé croît de 2,0 %\* après avoir enregistré une hausse de 1,7 % le trimestre précédent. Elle progresse de 21,0 % sur un an, compte tenu du point bas du deuxième trimestre 2020, et

retrouve quasiment son niveau du quatrième trimestre 2019 (- 0,1 %).

En juin 2021, la masse salariale soumise à cotisations sociales du secteur privé augmente de 11,5 % sur un an (après + 22,1 %<sup>(r)</sup> en mai), en lien avec le contexte de crise prévalant un an plus tôt. Elle est supérieure de 3,3 % à son niveau de juin 2019. La part de l'assiette chômage partiel s'élève à 1,3 % en juin 2021, après 2,7 % en mai. Bien qu'en repli par rapport aux périodes précédentes, son niveau reste significativement plus élevé que celui mesuré avant la crise de la Covid-19 (moins de 0,2 % en général).

Sur le champ des entreprises de 10 salariés ou plus, la crise sanitaire et les mesures de report des cotisations mises en place par les pouvoirs publics impactent encore fortement les taux d'impayés des cotisations. En juillet 2021, le taux d'impayés à la fin du mois d'échéance, hors taxations d'office, augmente légèrement (3,89 % après 3,56 % le mois précédent). Le taux à échéance + 30 jours s'établit à 3,58 % après 3,13 %. Celui à échéance + 90 jours, qui reflète la situation du mois d'avril, s'améliore : 2,41 % après 2,66 % le mois précédent.

(r) Chiffre révisé

\* Estimation précoce

### Note au lecteur

Cette publication présente des indicateurs construits à partir des données collectées par les Urssaf. Ces données sont issues des formalités déclaratives (DPAE, BRC, DSN) et de paiements auxquelles sont soumises les entreprises employeuses.

Le Baromètre économique s'adapte aux indicateurs statistiques disponibles et pertinents pour le suivi de la conjoncture économique. De nouveaux indicateurs sont donc susceptibles d'être introduits, d'autres d'être suspendus. En particulier, les mesures exceptionnelles d'accompagnement des entreprises mises en œuvre par les Urssaf dans le contexte de la Covid-19 impactant fortement les procédures de délais de paiement, la mise à jour de la série statistique associée est à ce stade transitoirement suspendue.

Les séries labellisées produites dans le Baromètre sont identifiées par le pictogramme .



Les thèmes des effectifs salariés et de la masse salariale, d'une part, et des déclarations d'embauche, d'autre part, font chacun l'objet de communications trimestrielles dans la publication Stat'ur (ex Acof Stat). Les données y sont analysées par secteurs d'activité et par zones géographiques. En outre, des résultats régionaux sont diffusés par les Urssaf. L'ensemble de ces publications, ainsi que des précisions sur les sources et les méthodologies, sont consultables en ligne sur [www.urssaf.org](http://www.urssaf.org) dans la rubrique Observatoire économique.

Les données, ainsi que des datavisualisations, sont disponibles sur l'espace « open data » du portail [open.urssaf.fr](http://open.urssaf.fr).



## Déclarations d'embauche

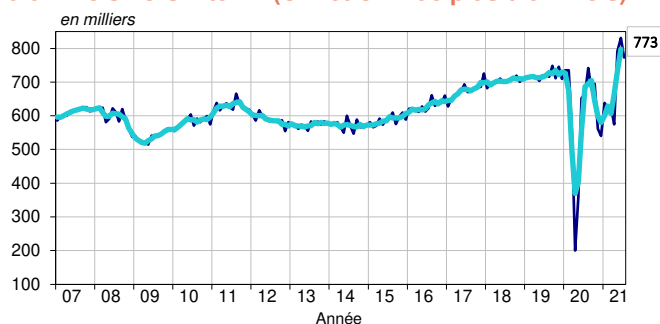
- **Le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois** de l'ensemble des secteurs hors intérim<sup>(1)</sup> enregistre une diminution de 7,0 % en juillet 2021, après l'augmentation de 5,1 %<sup>(r)</sup> en juin 2021 et la hausse exceptionnelle de 37,7 %<sup>(r)</sup> en mai 2021. Il progresse ainsi de 16,1 % sur un an et de 5,2 % par rapport à février 2020, dernier mois d'avant la crise.

### a - Nombre de déclarations d'embauche (DPAE) de plus d'un mois hors intérim (CDI et CDD de plus d'un mois)

Données CVS-CJO <sup>(1)</sup> en juillet 2021	Evolution sur 1 mois	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
— Nombre de DPAE de plus d'un mois	- 7,0 %	+ 34,6 %	+ 16,1 %
— Moyenne mobile sur 3 périodes			

(1) Les données sont provisoires, notamment pour les trois derniers mois. Les évolutions récentes doivent donc être interprétées avec précaution. La série est corrigée des variations saisonnières, des jours ouvrables et de l'effet « année bissextile ».

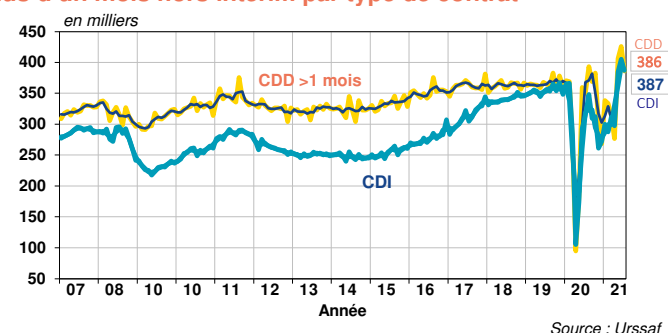
(r) Chiffre révisé.



- **Le nombre de déclarations d'embauche en CDI** diminue de 4,5 % en juillet 2021, après une hausse de 5,4 %<sup>(r)</sup> en juin. Il croît de 22,8 % sur un an et de 5,7 % par rapport à février 2020. **Le nombre de déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois** diminue de 9,4 % sur un mois, après une hausse de 4,9 %<sup>(r)</sup> en juin. Sur un an, il augmente de 10,2 % (+ 4,7 % par rapport à février 2020).

### a bis - Nombre de déclarations d'embauche (DPAE) de plus d'un mois hors intérim par type de contrat

Données CVS-CJO <sup>(1)</sup> en juillet 2021	Evolution sur 1 mois	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
— Nombre de DPAE en CDI	- 4,5 %	+ 30,2 %	+ 22,8 %
— Moyenne mobile sur 3 périodes			
— Nombre de DPAE en CDD de plus d'un mois	- 9,4 %	+ 39,4 %	+ 10,2 %
— Moyenne mobile sur 3 périodes			



## Effectifs salariés et masse salariale

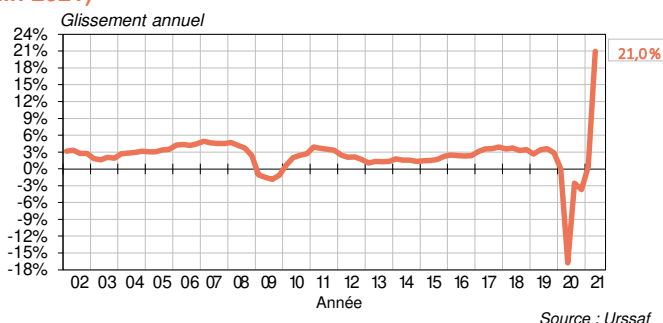
- **La masse salariale du secteur privé**, au sens de l'assiette déplafonnée des cotisations sociales, augmente de 2,0 %<sup>(2)</sup> au deuxième trimestre 2021, après + 1,7 %<sup>(r)</sup>. Elle progresse de 21,0 % sur un an (après + 0,4 %<sup>(r)</sup>) et retrouve quasiment le niveau enregistré au dernier trimestre 2019 (- 0,1 %). La masse salariale reste impactée par le recours à l'activité partielle (cf. *infra*), dont les indemnités ne sont pas soumises à cotisations et donc exclues de l'assiette déplafonnée. En intégrant la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat instaurée le 24 décembre 2018<sup>(3)</sup> et la prime « covid-19 », elles aussi non soumises à cotisations sociales, la masse salariale croît de 2,1 % sur le trimestre et progresse de 19,8 % sur un an.

### d bis - Masse salariale du secteur privé (situation à fin juin 2021)

Données CVS <sup>(2)</sup> 2ème trimestre 2021	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
— Masse salariale	+2,0 %	+21,0 %
— Masse salariale y compris primes exceptionnelles de pouvoir d'achat et covid-19	+2,1 %	19,8 %

(2) Résultats provisoires.

(3) Y compris primes exceptionnelles de pouvoir d'achat et « covid-19 ». A l'origine, la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, totalement exonérée dans la limite de 1 000 € pour les salariés dont la rémunération est inférieure à 3 fois la valeur du Smic, pouvait être versée par les entreprises entre le 11 décembre 2018 et le 31 mars 2019. Le montant global de la prime déclarée au titre du premier trimestre 2019 s'élevait à 2,10 milliards d'euros. La LFSS pour 2020 a reconduit le dispositif en le conditionnant à l'existence d'un accord d'intéressement, la prime 2020 pouvant être versée du 28 décembre 2019 au 30 juin 2020. Toutefois, dans le cadre de la crise de la Covid-19, l'ordonnance du 1er avril 2020 a reporté au 31 août la date limite de versement et supprimé la condition relative à l'accord d'intéressement. Le plafond est néanmoins doublé (2 000 €) en cas de mise en œuvre d'un tel accord. Le montant comprend aussi la « prime Covid-19 » qui pouvait être versée aux personnels de santé notamment. La prime exceptionnelle de pouvoir d'achat a été reconduite à partir de juin 2021.

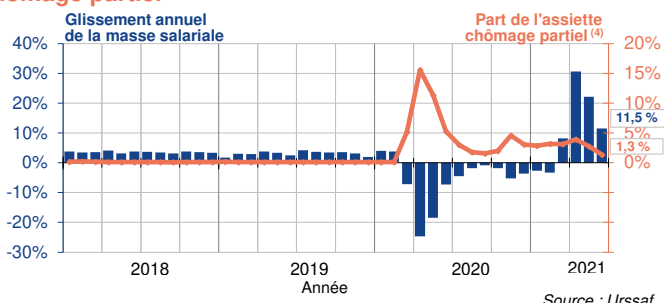




► **En juin 2021, cette masse salariale** augmente de 11,5 % sur un an, après 22,1 %<sup>(1)</sup> en mai, compte tenu du niveau bas enregistré durant la première période de confinement liée à la crise sanitaire de la Covid-19. Cependant, **le recours au dispositif d'activité partielle**, dont l'indemnisation est exclue de l'assiette dé plafonnée des cotisations sociales, reste significativement plus élevé que les niveaux d'avant la crise (environ 0,2 %). En juin 2021, la part de l'assiette chômage partiel dans la masse salariale<sup>(4)</sup> s'établit à 1,3 %, contre 2,7 % en mai. Elle avait atteint 5,2 % juin 2020.

**d ter – Masse salariale mensuelle et indemnisation du chômage partiel**

Données mensuelles brutes en juin 2021	Niveau	Evolution sur un an
<b>Masse salariale (assiette déplafonnée)</b>	53,6 Md€	11,5 %
Assiette chômage partiel	0,7 Md€	
<b>Part de l'assiette chômage partiel<sup>(4)</sup></b>	1,3 %	- 3,9 pt



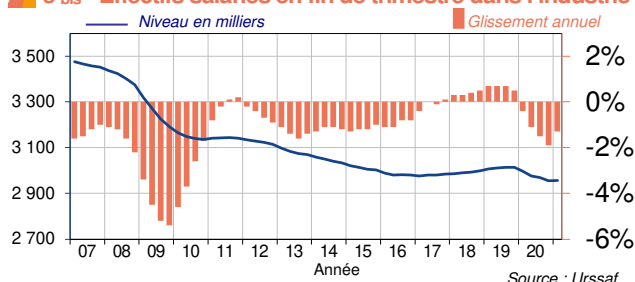
(4) part de l'assiette chômage partiel = assiette chômage partiel / (assiette déplafonnée + assiette chômage partiel)

NB : dans le cas général, l'assiette chômage partiel est égale à 70 % de l'assiette déplafonnée à laquelle elle se substitue. Le ratio dépasse toutefois 70 % pour les salaires proches du smic (l'indemnité de chômage partiel ne pouvant être inférieure au smic net) et pour les cas où l'employeur verse une indemnité complémentaire.

**Zoom sur l'industrie**

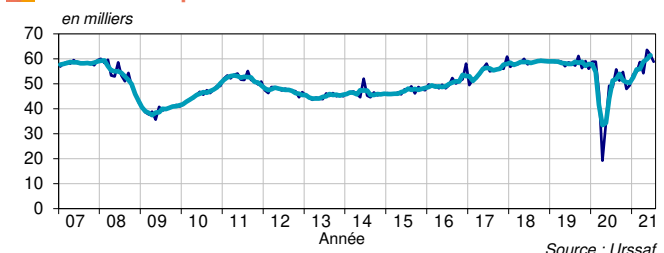
► **Dans l'industrie<sup>(2)</sup>, les effectifs salariés** sont stables au premier trimestre, après le repli de 0,4 % fin 2020. Ils se contractent de 1,3 % sur un an et de 1,9 % par rapport au dernier trimestre 2019. **Les déclarations d'embauche de plus d'un mois** dans l'industrie<sup>(1)</sup> diminuent de 4,9 % en juillet 2021, après une baisse de 3,0 %<sup>(1)</sup> en juin. Elles sont en hausse de 20,8 % sur un an et sont stables par rapport à février 2020.

**e bis - Effectifs salariés en fin de trimestre dans l'industrie**



Données CVS <sup>(2)</sup> 1er trimestre 2021	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
<b>Effectifs salariés en fin de trimestre</b>	0,0 %	- 1,3 %

**f – DPAE de plus d'un mois dans l'industrie**



Données CVS-CJO <sup>(1)</sup> en juillet 2021	Evolution sur 1 mois	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
<b>Nombre de DPAE de plus d'un mois</b>	- 4,9 %	+ 8,3 %	+ 20,8 %
<b>Moyenne mobile sur 3 périodes</b>			

**Taux d'impayés**

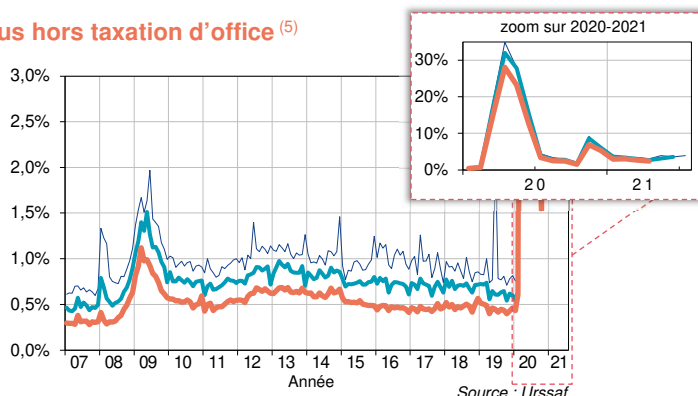
► **Les taux d'impayés hors taxations d'office des entreprises de 10 salariés ou plus<sup>(5)</sup>** restent sur des niveaux élevés pour le dix-septième mois consécutif. Le taux en fin de mois (3,89 %) et à échéance + 30 jours (3,58 %) augmentent légèrement en juillet : respectivement + 0,33 pt et + 0,45 pt par rapport au mois précédent. Le taux à échéance + 90 jours (2,41 %), qui porte sur les échéances d'avril, s'améliore par rapport au mois précédent (- 0,25 pt) et sur trois mois (- 0,46 pt). Les trois taux d'impayés diminuent sur un an ; les fortes baisses constatées pour les indicateurs à échéance + 30 jours et + 90 jours s'expliquent par les niveaux sans précédent atteints lors du premier confinement entre mars et juin 2020.

**g - Taux d'impayés des entreprises de 10 salariés ou plus hors taxation d'office<sup>(5)</sup>**

Données CVS-CJO <sup>(6)</sup> en juillet 2021	Dernier taux constaté <sup>(7)</sup>	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
<b>Taux d'impayés en fin de mois</b>	3,89 % (juil. 2021)	+0,92 pt	-0,40 pt
<b>Taux d'impayés à échéance + 30 jours</b>	3,58 % (juin 2021)	+0,59 pt	-11,75 pts
<b>Taux d'impayés à échéance + 90 jours</b>	2,41 % (avril 2021)	-0,46 pt	- 25,67 pts

(5) Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la part des cotisations déclarées dans le mois restant impayée. Il est observé en fin de mois, 30 jours et 90 jours après l'échéance de paiement.

(6) Le mois indiqué entre parenthèses correspond au mois de l'échéance.



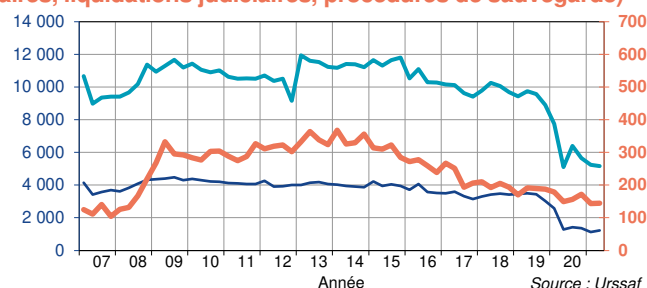


## Procédures collectives

► **Le nombre de procédures collectives** <sup>(7), (8)</sup> de l'ensemble du secteur privé reste sur un niveau très inférieur à celui d'avant la crise depuis la chute enregistrée au deuxième trimestre 2020, en lien avec l'application des règles relatives aux difficultés des entreprises dans le contexte de crise sanitaire <sup>(9)</sup>. Ainsi, par rapport au premier trimestre 2020, les redressements et les liquidations judiciaires diminuent respectivement de 52,5 % et de 33,3 %. Les procédures de sauvegarde, aux volumétries plus faibles, baissent quant à elles de 19,6 % sur la même période.

### j - Nombre de procédures collectives (redressements judiciaires, liquidations judiciaires, procédures de sauvegarde)

Données CVS 2ème trimestre 2021	Niveau	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Redressements judiciaires (échelle gauche)	1 218	+ 8,6 %	- 5,1 %
Liquidations judiciaires (échelle gauche)	5 162	- 1,5 %	+ 1,0 %
Sauvegarde (échelle droite)	144	+ 0,7 %	- 3,4 %



(7) L'Urssaf n'est à l'origine de ces procédures que dans moins d'un cas sur trois.

(8) Le nombre élevé de liquidations judiciaires au premier trimestre 2013 résulte de l'intégration tardive de redressements intervenus fin 2012.

(9) cf. Ordonnances n°2020-341 du 27 mars 2020 et n°2020-596 du 20 mai 2020.

## Champ de la publication

Cette publication porte sur les établissements employeurs affiliés au régime général, et donc cotisant à l'Urssaf. Sont ainsi exclus les établissements affiliés au régime agricole, suivis par la Mutualité sociale agricole (MSA), qui couvre une large part du secteur de l'agriculture (hors Drom) ainsi qu'une partie des secteurs des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers.

Les déclarations d'embauche concernent l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim s'agissant des indicateurs présentés ici) et le secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé, en France entière hors Mayotte.

Le champ du secteur privé retenu pour les indicateurs sur les effectifs salariés et la masse salariale est celui des estimations trimestrielles d'emploi produites dans le cadre du partenariat Urssaf-Insee-Dares. Il exclut les établissements de catégorie juridique 71, 72 ou 73, hors 7321, 7322, 7323 et 7381 à l'exception des caisses nationales de Sécurité sociale. La Caisse des dépôts et consignations est aussi hors champ, ainsi que l'ensemble des secteurs de l'agriculture (« AZ ») des activités extraterritoriales (UZ). Ce champ couvre la France entière hors Mayotte.

Les taux d'impayés calculés ici concernent la métropole. Les procédures collectives sont sur la France entière.

### Le mois prochain

8 septembre 2021 – La masse salariale et les effectifs salariés du secteur privé au deuxième trimestre 2021  
22 septembre 2021 – Le Baromètre économique à fin août 2021

### A propos de... l'Urssaf Caisse nationale

L'Urssaf Caisse nationale (auparavant connue sous la dénomination « AcoSS ») pilote et anime le réseau des Urssaf, assure la gestion commune de la trésorerie des différentes branches du régime général et produit régulièrement des statistiques et études sur les mouvements conjoncturels liés à l'emploi et à la masse salariale.

Dans le cadre du financement du régime général, le réseau des Urssaf doit conjuguer en permanence l'atteinte d'un haut niveau de recouvrement et l'accompagnement des entreprises qui rencontrent des

difficultés financières. Sa stratégie est fondée sur le développement de la qualité de la relation et du service au bénéfice de 10,3 millions d'utilisateurs\* et de plus de 900 partenaires pour lesquels il recouvre des contributions. Il assure l'équité de traitement de l'ensemble des cotisants en particulier par sa participation à la lutte contre la fraude et l'évasion sociale. En 2020, l'Urssaf a encaissé 512 milliards d'euros.

\* dont 2,2 millions d'entreprises, administrations et collectivités territoriales, 4,4 millions de travailleurs indépendants, 3,2 millions de particuliers employeurs et 0,4 million d'autres cotisants.





## Sources et méthodologie

### Les déclarations d'embauche

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. La quasi-totalité des DPAE effectuée par voie dématérialisée, notamment via le site internet dédié.

La DPAE doit être réalisée dans les 8 jours précédant l'embauche. Toutefois, compte tenu des déclarations retardataires, des estimations sont nécessaires (environ 6 % pour le dernier mois et 1 % pour le mois précédent). Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour les deux derniers mois.

Les indicateurs présentés concernent les embauches en CDI ou en CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours. Ils sont corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO). Le modèle de désaisonnalisation est estimé sur les années 2000 à 2019.

### Le BRC et la DSN

Depuis 2015, la Déclaration Sociale Nominative (DSN) se substitue progressivement au Bordereau Récapitulatif de Cotisations (BRC). Elle est devenue la formalité déclarative de la plupart des établissements du secteur privé en janvier 2017.

Auparavant, chaque établissement employeur du régime général exerçant son activité en France (Métropole et Drom) remplissait un BRC pour déclarer à l'Urssaf ses cotisations sociales, les différentes assiettes salariales (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements, ainsi que ses effectifs salariés. Cette déclaration était mensuelle si l'effectif de l'entreprise était au moins égal à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil (sauf demande de mensualisation par l'entreprise, ou recours aux dispositifs simplifiés TESE ou CEA).

La DSN est quant à elle mensuelle pour tous les cotisants. Outre les informations agrégées du BRC, elle fournit des données individuelles par contrat qui permettent de recalculer les effectifs.

### Les effectifs salariés et de la masse salariale

La base Séquoia centralise depuis janvier 1997 la masse salariale versée chaque trimestre et les effectifs salariés en fin de trimestre pour chacun des comptes employeurs.

La base Séquoia est alimentée par des extractions mensuelles. Celle qui a lieu deux mois après la fin d'un trimestre comprend la quasi-totalité des déclarations (99,9 % des effectifs). Les déclarations arrivant postérieurement à ces 2 mois sont estimées dans un premier temps par l'Urssaf à partir des informations des périodes précédentes, puis cette estimation est affinée ultérieurement.

L'effectif salarié est un effectif en fin de période ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Il diffère d'autres notions d'emploi calculées en ETP, ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par l'Urssaf Caisse nationale. Depuis 2016, l'effectif salarié déclaré par l'établissement est progressivement remplacé par un effectif calculé par l'Urssaf Caisse nationale à partir des données individuelles de la DSN. Cette évolution méthodologique a été finalisée à l'occasion de la publication en juin 2021 des effectifs de la fin du premier trimestre 2021. La chaîne de production Urssaf qui alimente cette publication est également mobilisée dans le cadre du dispositif de coproduction Urssaf Caisse nationale-Insee-Dares des estimations trimestrielles d'emploi (ETE).

La masse salariale correspond à l'« assiette déplafonnée » renseignée au niveau agrégé de la DSN. Elle désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée (CSG) » sur les revenus d'activité, qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation.

Les données sont désaisonnalisées pour corriger notamment l'impact de primes et les fluctuations saisonnières des effectifs. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures. Les modèles retenus pour la désaisonnalisation des séries trimestrielles sont révisés une fois par an après la publication des données relatives au quatrième trimestre mais les coefficients sont réestimés tous les trimestres. A compter de la publication relative au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, la désaisonnalisation est réalisée sur les séries mensuelles et non plus trimestrielles.

### L'assiette chômage partiel

L'assiette chômage partiel est issue des données agrégées de la DSN. Elle regroupe les indemnités d'activité partielle versées par l'établissement. Celles-ci constituent des revenus de remplacement uniquement soumis à la CSG et la CRDS.

### Les taux d'impayés

Les taux d'impayés présentés ici sont calculés sur le champ des entreprises de 10 salariés ou plus de la Métropole comme le rapport entre les cotisations restant à recouvrer (cotisations dues – cotisations effectivement recouvrées par les Urssaf) et le montant des cotisations dues. Il est calculé hors taxations d'office (montants retenus par l'Urssaf en cas d'absence de déclaration).

Le taux d'impayés « fin de mois » est calculé comme le rapport entre le montant des cotisations restant à recouvrer exigibles au mois M, vue à la fin du mois M et le montant des cotisations dues exigibles au mois M, vues également à la fin du mois M. Cet indicateur, disponible très tôt, permet d'obtenir une information précoce sur le recouvrement. Néanmoins, un reliquat d'anomalies dans les déclarations subsiste en fin de mois, ce qui conduit à de légères fluctuations additionnelles.

Les taux d'impayés « à échéance + 30 jours » et « 90 jours » sont calculés de manière analogue, mais avec des reculs respectifs de 30 et 90 jours après l'échéance. Leurs séries sont donc plus lisses.

### Les procédures collectives

Les procédures collectives sont dénombrées par trimestre et par entreprise.

L'évolution sur 3 mois désigne le rapport  $M / M-3$  pour les séries mensuelles et le rapport  $T / T-1$  pour les séries trimestrielles.

L'évolution sur un an désigne le rapport  $M / M-12$  pour les séries mensuelles et le rapport  $T / T-4$  pour les séries trimestrielles.

Les séries mensuelles du total des DPAE de plus d'un mois et les séries trimestrielles de la masse salariale (y compris l'estimation précoce) et d'effectifs salariés produites au niveau national sont labellisées pour 5 ans par l'Autorité de la statistique publique (avis du 14/04/2020 - JORF n°0095 du 18/04/2020).